

Négociants en roue libre en Suisse

Matières premières ▶ Lorsque l'ONG Public Eye et des parlementaires réclament au Conseil fédéral des mesures pour réguler le négoce des matières premières, l'exécutif leur répond que les banques suisses exercent un contrôle suffisant à travers le financement de ce secteur. Rien n'est plus faux, affirme l'ONG dans un rapport publié lundi, coïncidant avec le premier jour du FT Summit de Lausanne, la grande réunion des acteurs du domaine.

Ce document est le résultat d'une longue enquête sur le financement du secteur des traders de matières premières, dont la Suisse est devenue la principale plaque tournante. Personne en Suisse n'exerce le rôle de «gendarme», dans un business miné par la

corruption, les catastrophes écologiques et l'évasion fiscale, assure Public Eye dans son étude «Trade Finance Demystified».

Selon cette analyse, les instruments et les pratiques de financement ont évolué dangereusement, permettant aux négociants d'échapper au contrôle bancaire indirect. «Parmi ceux-ci, les facilités de crédit renouvelable (ou prêts syndiqués) s'apparentent, selon les situations, à un service *open bar* ou à un 'chèque en blanc' délivré par les banques aux négociants. Quant aux swaps – des échanges de pétrole brut contre des produits raffinés avec les compagnies nationales des pays producteurs –, ils passent presque entièrement sous le radar bancaire», détaille le rapport.

D'autre part, une portion considérable des fonds levés par les traders helvétiques provient d'établissements financiers sans aucune assise en Suisse. Ceux-ci ne sont pas soumis à la législation antiblanchiment. Exemple: la banque VTB, contrôlée par le Kremlin, est devenue en 2016 le plus important prêteur du géant minier Glencore, domicilié à Zoug, pour un montant de 11,4 milliards de dollars. D'autres bailleurs sont «tout aussi opaques», selon l'ONG, comme la Banque centrale de Libye, qui travaille avec quatre des cinq principaux traders helvétiques, et les banques mauriciennes «connues pour leur manque de transparence».

Au total ce sont 363,8 milliards de dollars qui ont été prêtés entre 2013 et

2019 aux plus grands négociants suisses, Glencore, Trafigura, Vitol, Mercuria et Gunvor, selon le cabinet néerlandais à but non lucratif Profundo. Parmi les grands créanciers helvétiques, Credit Suisse et UBS ont respectivement mis 6,6 et 6 milliards de dollars à disposition de ces traders. Plusieurs banques cantonales sont de la partie, dont la genevoise et la vaudoise qui ont prêté près d'un milliard chacune sur la même période.

Forts de leur capacité à attirer les capitaux, les principaux négociants jouent désormais eux-mêmes le rôle des banques, octroyant des prêts gigantesques à des Etats africains très endettés, renforçant ainsi leur influence hors de tout contrôle et dic-

tant leurs conditions, souligne Public Eye.

Pour l'ONG, seule la création d'une autorité fédérale de surveillance du secteur des matières premières, à l'image de la Finma pour les marchés financiers, permettrait de mettre un peu d'ordre dans le secteur. Il conviendrait aussi d'adopter des devoirs de diligence concernant les relations d'affaires et d'imposer aux négociants des règles de transparence contraignantes sur les paiements effectués aux gouvernements des pays producteurs. Pour l'heure, presque toutes les transactions de nature corruptrice dénoncées aux autorités et à la justice – un faible nombre – proviennent des ONG et de la presse, regrette Public Eye. **CKR**

Esprit Solidaire, une émission originale de Léman bleu et de la Fédération genevoise de coopération, dépoussière l'image de l'aide au développement à partir des réalités du terrain

La coopération crève l'écran

CHRISTOPHE KOESSLER

Solidarité ▶ «On commence dans trente secondes», prévient la régie. Devant la planisphère azur du plateau de Léman bleu, face aux six caméras, les très souriantes Priscilia Chacón, journaliste de la chaîne, et Anne Simon, secrétaire générale de l'ONG SeCoDev, préparent une émission peu ordinaire. Avec *Esprit solidaire*, le canal de télévision genevois s'est associé à la Fédération genevoise de coopération (FGC) pour concocter un programme mensuel d'une dizaine de minutes sur l'aide au développement apportée par les associations genevoises aux populations des pays du Sud. La troisième saison a démarré à fin août¹.

Un concept original puisqu'il s'agit ici d'un «journalisme participatif», dont le contenu est en partie «généralisé par l'utilisateur», à savoir les organisations membres de la FGC. Les images et une partie des interviews provenant de pays comme le Laos, le Burkina ou la Bolivie sont généralement réalisées sur place par les ONG genevoises. «Léman bleu a organisé des modules de formation de trois jours à destination de nos membres pour le tournage des images et la prise de son sur smartphone. Les associations ont joué le jeu et cela fonctionne», se réjouit Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la fédération. «L'indépendance journalistique reste centrale puisque c'est Léman bleu qui décide du contenu des sujets, des questions à poser, etc.», précise-t-elle.

Journalisme de proximité

La captation des images par les acteurs eux-mêmes modifie cependant le regard. «Notre proximité a ses avantages. Nous dormons dans les foyers des bénéficiaires. Il est plus facile de reproduire leur quotidien, avec une certaine authenticité et sans gêne», explique Anne Simon. Léman bleu abonde: «Ils ont cette confiance qu'obtiennent plus difficilement des professionnels. Je pense par exemple à

Les images de l'émission sont généralement réalisées sur place par les ONG genevoises (ici en Colombie). LDD



un témoignage poignant d'une femme victime de violence en Ouganda qui a pu être recueillie», ajoute Priscilia Chacón.

Et le Covid-19 a poussé un cran plus loin ce journalisme participatif: faute de pouvoir se déplacer, les associations genevoises ont confié ce printemps à leurs partenaires locaux la tâche de filmer leur travail et les conséquences du confinement dans leurs rues. Un témoignage en images amateur, complété par des interviews réalisées avec Zoom par M^{me} Chacón. «Le fond prend parfois le pas sur la forme, mais le résultat reste de bonne qualité. Nous pourrions nous en inspirer pour l'avenir après-Covid», estime la journaliste.

Sur le plateau, en cette fin septembre, ce sont les images du Laos prises par M^{me} Simon qui défilent sur les prompts (à

regarder sur Léman bleu le 6 octobre à 20 h). Un pays encore dévasté, soixante ans après la guerre du Vietnam, par les quelque 2 millions de bombes et de mines larguées par les Etats-Unis dans les champs, qui risquent d'exploser à tout moment. «Nous sensibilisons les villageois à ces dangers, tout en les accompagnant vers la souveraineté alimentaire grâce à l'agroécologie et l'agroforesterie. Tous nos programmes sont conçus par les populations en fonction de l'ensemble de leurs besoins», explique Anne Simon à l'antenne.

Soixante mille téléspectateurs

Le Laos n'est que le dernier pays visité par l'émission. Depuis 2018, Léman bleu fait voyager ses téléspectateurs au gré des projets de coopération et des



«Cela casse le cliché des ONG du Nord qui élaborent des projets unilatéralement»

Catherine Schümperli Younossian

thématiques proposées: le VIH en Bolivie, la formation des enseignants en Haïti, le tourisme solidaire au Sénégal, la permaculture dans le sud du Mexique, les droits de l'enfant dans plusieurs pays, etc. Sans oublier les trois émissions spéciales sur les conséquences du coronavirus et des mesures sanitaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

Et le programme a peu à peu construit son succès. Aujourd'hui, ce sont entre 50 000 et 60 000 téléspectateurs qui sont au rendez-vous. «C'est une audience importante, se réjouit Catherine Schümperli Younossian. Grâce à la télévision, nous touchons des publics différents, plus jeunes ou qui n'ont pas l'habitude de lire les journaux.» Pour elle, le contenu de ces émissions dépoussière un peu l'image des projets de coopéra-

tion: «On y voit les partenaires locaux en action, délivrant des messages positifs et de résilience. Cela casse le cliché des ONG du Nord qui élaborent des projets unilatéralement.»

L'émission pourrait d'ailleurs faire des émules au-delà du canton: «Notre partenariat avec Léman bleu a été très apprécié à Berne auprès de la Direction du développement et de la coopération (DDC). On est cité en modèle pour toute la Suisse. Nous espérons que cet exemple puisse être suivi par d'autres télévisions locales», conclut la secrétaire générale de la FGC. **I**

¹Chaque nouvelle émission est en général programmée le premier mardi de chaque mois, et est rediffusée à plusieurs reprises. Tous les épisodes passés sont disponibles en streaming sur lemanbleu.ch et fgc.federeso.ch/esprit-solidaire-la-fgc-et-ses-associations-sur-leman-bleu